



**Paolo Nicoloso.** *Gli architetti di Mussolini. Scuole e sindacato, architetti e massoni professori e politici negli anni del regime.* Milano : Franco Angeli, 1999. 239 pp. ISBN 978-88-464-1305-5.

**Reviewed by** Roberto Ferretti (Departement of Contemporary History, University of Bologna)

**Published on** H-Urban (December, 1999)

## 1. Le contexte historiographique

Le travail de Paolo Nicoloso peut être placé à l'intérieur d'un renouvellement de l'histoire de l'architecture et de l'histoire sociale des classes moyennes en Italie. Des historiens de l'architecture ont révisé l'interprétation classique de la période de l'entre-deux-guerres et des rapports entre architectes et fascisme au dehors des polémiques internes au champ architectural [par ex. Ciucci, 1989]. Ils ont analysé la question de la naissance de la discipline de l'urbanisme en Italie pendant l'entre-deux-guerres, en tant qu'objet des conflits entre différents groupements professionnels, et par rapport aux projets de centralisation administrative et de "fascistisation" du régime de Mussolini. [Nicoloso, 1987; Ernesti, 1988; Zucconi, 1989].

En même temps l'histoire sociale a témoigné d'un fort intérêt pour les classes moyennes et les professions libérales les plus importantes (avocats, médecins, ingénieurs), avec l'idée de les mettre à contribution pour étudier les modalités de la modernisation sociale, économique, et politique de l'Italie entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle [Tousijn, 1987; Turi, 1994; Salvati, 1993; Malatesta, 1995; 1997]. Ces études ont utilisé les apports de la sociologie anglosaxonne des professions, particulièrement dans l'analyse des processus de professionnalisation [Larson, 1977; Friedson, 1986; Burrage, 1990]. Il s'agissait de mettre au centre de la recherche la formation des institutions spécifiques des professions libérales, (associations et ordres professionnels, codes, législation, déontologie), en respectant la dynamique de ses rap-

ports avec l'Etat et la société.

Dans ce contexte historiographique, Donatella Calabi a publié en 1997 un article [Calabi, 1997] dédié à la genèse et le développement de la profession d'architecte moderne en Italie, qui a, pour la première fois, abordé la question de la professionnalisation des architectes. Enfin il faut rappeler les nombreuses recherches d'histoire locale qui ont apporté une nouvelle lumière sur la période libérale et fasciste, à propos des relations entre les transformations des villes, la politique d'aménagement des villes locales, et la dynamique des différents groupements professionnels (techniciens, ingénieurs, architectes) impliqués dans ces transformations.

## 2. L'objet du livre

Le livre de P. Nicoloso *Gli architetti di Mussolini* a pour but d'étudier la naissance et l'affirmation du groupe professionnel et social des architectes dans l'Italie de l'entre-deux-guerres. Pour cela, il se propose de mettre en lumière les rapports entre architecture et politique à travers l'analyse des deux lieux institutionnels de pouvoir dans le monde architectural, les écoles d'architecture et le Syndicat fasciste des architectes. L'activité de ces institutions a façonné la physionomie de l'architecte italien en laissant un lourd héritage à l'Italie républicaine : l'auteur souligne la correspondance, en Italie, entre la naissance d'une identité professionnelle moderne de l'architecte d'une part et sa fascistisation, son encadrement dans les structures syndicales fas-

cistes d'autre part. On peut trouver là les raisons d'un processus contradictoire de modernisation et de nationalisation de l'enseignement et de la profession d'architecte en Italie, dont l'élément central est à chercher dans le lien de l'architecture avec le pouvoir politique, c'est à dire dans la convergence entre la stratégie d'affirmation sociale du nouveau groupe professionnel et le projet totalitaire du fascisme.

L'auteur arrive à démontrer sa thèse centrale en reconstituant le système de pouvoir dominant dans l'architecture italienne de l'entre-deux-guerres, autour de l'axe Ecole supérieure d'architecture de Rome - Syndicat fasciste des architectes. L'Ecole de Rome créée en 1919, la première vouée spécifiquement à l'enseignement de l'architecture en Italie, a pu affirmer son rôle de guide sur tout l'enseignement supérieur de l'architecture grâce à ses liens avec le pouvoir politique. Le projet de nationalisation de l'architecture fondé sur la tradition, élaboré par le directeur de l'Ecole Gustavo Giovannoni, s'est accordé sans problème avec les objectifs politico-pédagogiques du régime fasciste et de son Ministère de l'Education Nationale. Le poids politique des professeurs de l'Ecole de Rome permit ainsi à ces derniers de dominer les commissions des concours et de contrôler les charges universitaires, en imposant aux autres écoles d'architecture qui naissent pendant les années 20 (Florence, Turin, Venise, Naples, Milan) le modèle didactique romain, approuvé par le centre politique.

Le Syndicat Fasciste des Architectes, né en 1923, est le deuxième pilier du pouvoir des "architectes romains". Cet organisme arrive à centraliser le processus de formation et de professionnalisation du groupe, grâce à la législation sur la profession (1923 et années suivantes) qui lui donne le contrôle sur l'accès au titre et sur l'inscription aux tableaux pour l'exercice de la profession. L'intense activité politique du secrétaire du Syndicat, Calza Bini, lui permet de contrôler les canaux de la commande publique et donc de gérer une grande partie de l'architecture nationale.

Le processus de formation du groupe professionnel des architectes pendant les années '20 est ainsi orienté vers une définition de l'identité professionnelle enracinée dans le milieu des architectes-artistes sortis des Académies des Beaux Arts, des institutions non-universitaires dépourvues d'une formation technique et scientifique élevée. Nicoloso souligne que ces diplômés, autorisés par la loi de 1923 à accéder en masse aux tableaux professionnels, consti-

tuent la masse de la catégorie et du Syndicat. Le prix à payer pour cette promotion de masse était celui de l'absence d'une prise en compte de la limitation du champ professionnel, ce qui conduisit à des conflits continus avec les autres catégories professionnelles (ingénieurs, géomètres, techniciens, etc).

Dans ce cadre institutionnel, l'auteur montre le rôle joué par des acteurs - comme Piacentini, Calza Bini, Foschini - qui occupent les postes clefs et monopolisent l'activité professionnelle et universitaire. Ils sont placés au centre du réseau de relations entre monde politique, professionnel et académique, qui régle le fonctionnement du système de l'architecture en Italie grâce à l'intrication perverse entre activité didactique et professionnelle. Leurs carrières, d'après les sources utilisées par Nicoloso, sont marquées par les favoritismes et le soutien du monde politique, ainsi que par une significative faiblesse sur le plan scientifique. Ce système de pouvoir a rencontré des résistances pendant les années '30, tant sur le plan didactique que culturel. D'autres centres de l'enseignement de l'architecture (Turin et Milan) et les jeunes architectes "rationalistes", se sont opposés au modèle "traditionaliste" et "classiciste" proposé par l'Ecole de Giovannoni, en se réclamant des courants les plus modernes de l'architecture et d'une conception "polytechnique" de l'activité architecturale. Cependant, l'auteur souligne la capacité du système d'absorber ces contestations, à travers la distribution de la commande publique, grâce à l'existence d'un élément largement partagé dans le champ de l'architecture en Italie : une attitude favorable à la centralisation, à la création d'une architecture nationale unitaire, et l'affirmation du droit de l'Etat à s'occuper de l'éducation du style architectural.

### 3. Les sources

La recherche s'est servie d'une ample gamme de sources archivistiques et imprimées qui n'avaient pas encore été utilisées, ou qui n'avaient pas été valorisées dans le cadre d'une telle problématique. Il faut surtout signaler les documents du fonds du Ministère de l'instruction publique et de l'Antiquité et Beaux arts, déposés à l'Archivio Centrale dello Stato à Rome. Cette documentation a permis à l'auteur de mettre en lumière les relations entre système politique, enseignement de l'architecture, et profession. L'étude de ces questions a pu s'appuyer aussi sur la consultation des archives de certaines écoles (Institut universitaire de Venise et Accadémie de Milan) et des fonds de la Présidence du Conseil et du Secrétariat

Duce, à l'Archivio Centrale dello Stato à Rome encore. Il en est résulté une lecture complexe des dynamiques entre les projets de la classe politique fasciste et les objectifs des institutions de la profession, et des conflits à l'intérieur du monde universitaire. Sous cet angle, une contribution essentielle aux thèses de l'auteur est venue de la documentation extraite des archives privées de certains personnages clefs - par exemple Giovannoni et Piacentini -, qui a permis de déterminer les rapports personnels et professionnels, entre enseignement public et activité privée. Il faut néanmoins rappeler qu'il existe aussi un autre fond du Ministère de Justice sur la profession d'architecte, qui n'a pas été utilisé - nous ne savons pas si cela fut délibérément - par l'auteur, et qui aurait pu apporter une nouvelle lumière sur l'accès en masse des diplômés des Beaux Arts aux tableaux professionnels : cette documentation semble suggérer que l'opération de "régularisation", contrôlée par le Syndicat de Rome, a favorisé les architectes des villes les plus importantes, au détriment des professionnels opérant dans les cités de taille plus modeste.

L'auteur a su mettre en relation ces sources archivistiques avec toute une série de sources imprimées - publications, revues d'architecture et d'urbanisme - qui lui ont permis de dessiner le débat autour de l'identité de l'architecte, de l'enseignement de l'architecture et de la formation du "style national". Parmi les sources imprimées, l'utilisation des actes du Syndicat fasciste des architectes joue un rôle fondamental dans la construction d'ensemble du livre, parce qu'ils permettent de mettre en évidence la fonction institutionnelle du syndicat dans la gestion du monopole de l'architecture.

#### 4. Les contributions historiographiques du livre

Il s'agit d'un ouvrage très important, qui va combler un vide dans l'histoire de l'architecture et de l'histoire des groupes professionnels en Italie : l'étude de la formation de la profession d'architecte en tant qu'institution, de ses rapports avec le système politique et de ses conflits internes entre les différents groupements et courants qui aspirent à monopoliser la définition de ce que doit être "l'architecte italien". En premier lieu, ce travail a le mérite d'encadrer l'analyse de la genèse du groupe professionnel des architectes dans sa complexe dimension socio-institutionnelle, sans revenir sur les trop habituels accusations et plaidoyers à propos des courants plus ou moins "fascistes". C'est surtout dans l'analyse des institutions - Ecoles et Syndicat - et de leurs liens avec le système politique, que l'auteur peut saisir les dy-

namiques de la formation du système de l'architecture moderne en Italie.

Deuxièmement, ce texte montre bien que le profil de l'architecte moderne, en Italie, est le résultat d'un conflit entre différents projets de construction du groupe autour de projets distincts d'identités culturelles et professionnelles. L'auteur démontre surtout que parmi ces propositions, liées à des groupes sociaux ou à des institutions spécifiques, l'a emporté celle qui a eu la capacité de se rallier aux objectifs propres du pouvoir politique, en proposant un profil socioprofessionnel fonctionnel aux exigences du régime fasciste. La politique du fascisme, avec son programme totalitaire - l'architecture en tant qu'instrument de nationalisation des masses et de l'éducation de "l'italien nouveau" [Gentile, 1993]-représente le facteur décisif dans la formation du groupe des architectes.

Il y a là l'un des résultats les plus significatifs de cette recherche : montrer une spécificité très importante de l'histoire italienne, le fait que dans ce pays des importants aspects du processus de modernisation - ici la structuration de nouvelles catégories professionnelles - se sont réalisées dans le cadre institutionnel et politique du régime fasciste, d'un Etat qui visait une pénalisation très minutieuse dans la société et la mentalité des citoyens. En Italie la "nationalisation" des architectes, la formation d'une conscience collective autour du rôle de l'architecte dans la société moderne, est née et s'est affirmée en relation étroite avec la construction de l'Etat fasciste, en fonction de ses projets. Ceci a eu des conséquences durables sur l'identité de ces groupes, marqués par une attitude constante visant à la recherche d'un lien étroit avec l'Etat et le pouvoir politique. Pendant la transition du fascisme à la République, l'auteur lit la continuité de cette attitude, à côté des éléments de rupture : il s'agit d'une continuité de personnes, permise par la faillite du processus d'épuration, et d'une continuité des rapports entre l'Etat et architectes, pouvoir politique et profession. Il s'agit, au fond, souligne Nicoloso, de l'aspiration constante du groupe professionnel, à travers différents régimes politiques, de se placer au centre de la vie nationale.

Il y a aussi d'autres importantes contributions historiographiques apportées par cet ouvrage, qu'il faut citer synthétiquement : l'introduction d'un paradigme interprétatif qui considère la question des rapports entre centre et périphérie, des conflits et des fragmentations locaux et régionaux, selon une spécificité

italienne; la mise en lumière du rôle central du Syndicat fasciste dans la gestion du marché professionnel. Dans le premier cas, l'auteur révèle l'importance capitale du processus de centralisation institutionnel fasciste dans la formation d'une architecture moderne nationale, au détriment des traditions locales et des différentes conceptions en vigueur à la périphérie; il revient aussi sur la vigueur des conflits entre les centres de l'architecture italienne (surtout entre les milieux milanais et romains). Sur le deuxième point, cette recherche permet de réévaluer la fonction active d'une institution - le syndicat fasciste - que les historiens de l'architecture avaient, sauf rares exceptions, généralement oublié, et que les historiens des institutions considéraient en tant que "chapeau vide", simple instrument de propagande et de parade.

#### 5. Quelques observations

En reconnaissant les mérites de cet ouvrage, on peut aussi avancer quelque observation critique. Si l'on veut trouver une lacune dans ce texte, il faut la chercher peut-être dans l'insuffisant développement des aspects socioprofessionnels du corps des architectes, en tant que groupement social : l'origine sociale des élèves des écoles et des inscrits aux tableaux professionnels, leurs inscription dans le tissu professionnel, leur physionomie culturelle collective. Suivant ce point de vue, on pourrait observer que l'auteur donne un peu trop d'espace aux "grands personnages" de l'architecture italienne, plutôt qu'à l'analyse du profil collectif du groupe et de sa "culture moyenne". Ces aspects, dont l'absence est limitée à une partie du dernier chapitre, auraient mérité peut-être un plus large développement; mais il faut aussi considérer la difficulté de trouver des sources aptes à être utilisées pour cette sorte d'analyse.

Une deuxième observation vise la perspective de l'interprétation du processus de professionnalisation des architectes italiens. La thèse de l'auteur à propos de la "professionnalisation manquée" et des confins incertains de la profession, établis par la loi de "compromis" de 1923, devrait être un peu modifiée si l'on considère d'autres cas nationaux de professionnalisation des architectes et, en Italie, le cas d'autres professions. Une comparaison avec le cas français, par exemple, pourrait montrer que le modèle italien de professionnalisation des architectes est finalement plus incisif, plus "complet", si l'on s'en tient à l'observation des paramètres généralement gagnés par la sociologie des professions [F. Champy, 1998]. En

visant les autres professions libérales, on peut voir que la fluidité des confins du champ professionnel est une constante du système italien, et que l'état conflictuel entre sous-groupes professionnels constitue un fonds général dans la période de l'entre-deux-guerres. On pourrait le montrer par exemple à propos des ingénieurs, menacés par les géomètres, les techniciens de niveau moyen, les agronomes, mais surtout par les architectes eux-mêmes. Grâce aux conditions particulières créées par le fascisme, les architectes italiens ont pu réaliser, plus qu'ailleurs, un contrôle élevé et une haute protection (par l'Etat) sur l'exercice de la profession.

#### Bibliographie

M. Burrage, R. Torstendhal (eds), *Profession in Theory and History. Rethinking the Study of the Professions*, Londres, Sage, 1990.

D. Calabi, *L'architetto*, in M. Malatesta, 1997.

F. Champy, *Les architectes et la commande publique*, PUF, Paris, 1998.

G. Ciucci, *Gli architetti e il fascismo. Architettura e città 1922-1944*, Torino, Einaudi, 1989.

G. Ernesti (dir), *La costruzione dell'utopia. Architetti e urbanisti nell'Italia fascista*, Rome, Ed. Lavoro, 1988.

E. Freidson, *Professional Powers. A Study of Institutionalization of Formal Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press, 1986.

E. Gentile, *Il culto del littorio. La sacralizzazione della politica nell'Italia fascista*, Roma-Bari, Laterza, 1993.

M. Malatesta (dir), *Society and the Professions in Italy*, Cambridge University Press, Cambridge - New York, 1995.

M. Malatesta (dir), *I professionisti*, "Storia d'Italia. Annale 10", Einaudi, Torino, 1997.

P. Nicoloso, *Competenze e conflittualità nelle prime proposte sulla figura del tecnico urbanista*, "Urbanistica", n. 86, 1987.

M. Salvati, *L'inutile salotto. L'abitazione piccolo borghese nell'Italia fascista*, Boringhieri, Torino, 1993.

M. Sarfatti Larson, *The Rise of Professionalism. A Sociological Analysis*, Berkeley, University of California Press, 1977.

W. Tussijns (ed.), *Lo sviluppo delle libere professioni in*

*Italia*, Bologna, Il Mulino, 1987.

G. Turi, (ed.), *Fascismo e libere professioni*, Milan, Angeli, 1994.

G. Zucconi, *La città contesa. Dagli ingegneri sanitari*

*agli urbanisti (1885-1942)*, Milan, Jaca Book, 1989.

Copyright (c) 1999 by H-Net, all rights reserved. This work may be copied for non-profit educational use if proper credit is given to the author and the list. For other permission, please contact H-Net@h-net.msu.edu.

If there is additional discussion of this review, you may access it through the network, at :

<https://networks.h-net.org/h-urban>

**Citation :** Roberto Ferretti. Review of Nicoloso, Paolo, *Gli architetti di Mussolini. Scuole e sindacato, architetti e massoni professori e politici negli anni del regime*. H-Urban, H-Net Reviews. December, 1999.

**URL :** <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=3664>

Copyright © 1999 by H-Net, all rights reserved. H-Net permits the redistribution and reprinting of this work for nonprofit, educational purposes, with full and accurate attribution to the author, web location, date of publication, originating list, and H-Net : Humanities & Social Sciences Online. For any other proposed use, contact the Reviews editorial staff at [hbooks@mail.h-net.org](mailto:hbooks@mail.h-net.org).